

COMPTE – RENDU

VOYAGE AU CHILI

Décembre 1973

préparé

par

M. Lionel Vallée
Université de Montréal

pour

Association canadienne des professeurs d'université
Association canadienne pour les études latino-américaines
Association des universités et collèges du Canada
Conseil canadien de recherche en sciences sociales
Conseil canadien de recherches sur les humanités
Entr'aide universitaire mondiale du Canada

Janvier 1974

Le Conseil des Arts du Canada

a appuyé l'édition de ce rapport.

Les opinions données dans ce Rapport
sont ceux de l'auteur. Elles ne sont
pas nécessairement les vues des orga-
nisations qui ont reçu le Rapport.

Publié par le Conseil canadien de recherche en sciences sociales,
151 rue Slater, Chambre 415, Ottawa, Ontario K1P 5H3.

PLAN DU COMPTE-RENDU

I. Le voyage

- A. But
- B. Durée
- C. Financement
- D. Sources

II. La situation

A. Dans le pays

1. Au plan politique

- a) Observations concernant la situation avant le coup d'état
- b) Observations concernant la situation après le coup d'état
- c) Autres observations

2. Au plan social

3. Au plan économique

B. Dans les universités

III. Les professeurs chiliens et le Canada

A. Buenos Aires (Argentina)

B. Santiago (Chile)

IV. Les recommandations

V. Annexes

- A. Résumé de décrets - lois
- B. Rapport de CLACSO

I- Voyage

A. But:

Devant les attaques violentes à la liberté, et plus particulièrement à la liberté académique, au Chili, les associations ci-haut mentionnées se sont reconnues une responsabilité morale vis-à-vis leurs collègues chiliens victimes de la persécution politique dans leur pays, et ont résolu d'envoyer leur représentant sur place 'to determine the interests of those persons in the academic community who will be coming to Canada, in order that our organizations can assist them in settling in this country'

B. Durée

Ce voyage a été effectué entre les 30 novembre et 23 décembre 1973. Les deux premiers jours ont été passés à Buenos Aires (Argentina) à prendre le pouls de la situation et à établir des contacts préliminaires avec les organismes universitaires déjà en opération en ce pays, tel CLACSO (Consejo Latino Americano de Ciencias Sociales).

C. Financement

Les organisations mandataires ont accepté de défrayer le voyage compte tenu de leur capacité et disponibilités financières, mais l'apport le plus important auquel il convient d'exprimer notre entière gratitude, par l'intermédiaire de M. Frank Milligan est venu du Conseil des Arts du Canada.

Il importe d'ajouter, que l'Ambassade du Canada, en particulier Messieurs Marc Dolgin et M. Puddester, nous ont prêté toute l'assistance désirée pour l'accomplissement de notre mission.

D. Sources

Ce compte-rendu, dans ses diverses parties, repose sur des sources variées. Au premier chef, il faut mentionner les organisations officielles avec lesquelles nous avons été en contact: l'Ambassade du Canada, le bureau des Nations Unies à Santiago, en particulier le Haut Commissariat aux Réfugiés, FLACSO (la seule école de sociologie qui n'ait pas été rayé "officiellement" des rangs académiques du Chili. Cependant à toutes fins utiles, elle n'est pas en mesure de fonctionner car "elle se voit incapable d'assurer la protection de ses professeurs et étudiants"), CLACSO (à Buenos Aires), de même que les quotidiens et revues chiliens (El Mercurio, La Segunda, La Tribuna, Ercilla). En second lieu, on a mis à notre disposition un certain nombre de documents ___ sans que nous les ayons sollicités ___ les uns officiels et de source gouvernementale, tel le Libro Blanco del Cambio de gobierno en Chile publié par la junte militaire; ou encore les bulletins de CLACSO sur la situation des universités au Chili. On nous a également remis ___ sans que nous les ayons sollicités ___ des documents secrets faisant état de la situation dans des universités particulières voire même dans des villages ou usines particulières. Troisièmement, nous avons capitalisé sur nos contacts personnels avec au-delà de 100 collègues, lesquels nous ont rapidement mis au courant de la situation prévalant dans les universités, mais également dans leur vie privée et collective. Le groupe de personnes rencontrées, bien que largement composé de représentants du monde académique, comprend aussi des ouvriers, des étudiants, des professeurs et

un ancien député de l'UP. Enfin, il va sans dire que nous avons tout mis en oeuvre pour rendre notre "observation-participante" la plus complète possible dans les circonstances.

Il faut enfin ajouter que nos contacts et déplacements nous ont permis de cotoyer à la fois des équatoriens, des brésiliens, des canadiens, et surtout des chiliens; des réfugiés, des asilés, des gens traqués, de même que des gens en liberté.

En résumé, il nous semble avoir été en mesure de faire un tour d'horizon à la fois complet et objectif.

II- La situation

A. Dans le pays

L'analyse de la situation présente au Chili, ne faisait pas parti de notre mandat. Cependant, il nous apparait nécessaire d'en tracer les grandes lignes pour mieux comprendre ce qui se passe dans les Universités du pays. Nous livrons ces observations pour ce qu'elles valent car peu de gens peuvent à l'heure actuelle faire une analyse intelligente de la situation faute de données. Nous pouvons tout au plus offrir des expériences vécues et quelques réflexions sommaires sur celles-ci.

1. Sur le plan politique

a) Observations concernant la situation avant le coup d'état. Premièrement, il est de notoriété publique qu'au cours des quelques mois avant le coup d'état, certaines denrées alimentaires (tel le riz) se sont faites de plus en plus rares. Or, selon plusieurs sources et recoupements de ces sources, il semble que les militaires, à titre d'action préparatoire au coup du 11 septembre, ont intercepté des cargaisons de vivres venant par bateau à Valparaiso. Conjugée à la grève des camionneurs, cette action devait rendre la situation intérieure impossible. Or le 12 septembre, soit au lendemain du coup, la junte pouvait déjà annoncer l'arrivée de cargaisons de vivres en provenance de l'étranger. En deuxième lieu, il semble qu'à la veille du 11 septembre, soit les 9 et 10, plusieurs militaires "récalcitrants" ou "réticents" auraient été passés par les armes. Nous avons entendu deux chiffres, dont le second nous semble excessif soit 900 et 3000 morts.

b) Observations concernant la situation après le coup d'état. En premier lieu, il serait bon de distinguer les catégories de personnes ou "citoyens" ayant évolué ou évoluant encore au Chili depuis le coup d'état.

1) Les personnes tuées. Personne n'est en mesure de dire exactement combien font partie de cette catégorie à l'heure actuelle. Amnesty International, dont les dossiers sont sûrement à jour, affirme qu'il s'agit de 13,000 personnes. La junte militaire parle de 2,500. Des calculs élémentaires d'extrapolation sur la base des entrevues que nous avons eues, permettent de croire que leur nombre

s'élèverait certainement à 20,000 et peut-être même davantage. Un rapport fait mention, par exemple, d'un bateau chargé de 1,200 prisonniers, qui s'est éloigné des côtes aux premiers jours du renversement, et qui serait revenu sans ses passagers.

- 2) Les personnes emprisonnées. Il est également difficile de jauger l'importance de cette catégorie d'individus. Les endroits les plus connus tels l'île Dawson (voir, Liste de Prisonniers, Annexe C), le bateau-prison, etc... regorgent de prisonniers. Les endroits les moins connus c'est-à-dire les prisons communes existant avant le coup, ou encore les camps de détention de fortune (comme l'ancien village de Chuquibaca (nom d'emprunt) au nord du Chili, près d'Antofagasta, réaménagé pour recevoir 12,000 personnes), ont reçu leurs contingents également. Bien que nombre d'entre ceux qui ont été arrêtés à un moment donné ont été relâchés, on sait qu'un nombre de citoyens sont encore à l'abri.
- 3) Les personnes asilées. Cette catégorie d'individus est mieux connue. Leur nombre dépasse les quelques milliers, Cuba étant semble-t-il le pays qui a reçu le plus d'individus, soit 2,500, la République fédérale allemande 480, la Suède 560, la France 600, Panama 260, le Honduras 250, et le Canada, se situant parmi les pays les moins hospitaliers avec ses quelques 71 asilés. Il est suivi, paradoxalement, par les pays du bloc communiste: URSS, Tchécoslovaquie, Pologne, Albanie, Chine, qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Chili et n'ont accepté aucun asilé. (Nous y reviendrons). Le Canada a reçu au cours de mon périple 55 nouveaux asilés, qui "campent" présentement dans les locaux de l'Ambassade rue Ahumada. Le 10 décembre 45 d'entre eux ont répondu à l'offre. Il semble que les 5 autres aient craint le piège. Le lendemain 11 décembre date limite (3 mois à partir du coup d'état) pour chercher asile politique, 10 autres furent invités à se joindre au premier contingent.
- 4) Les personnes réfugiées. Elles sont encore environ 1,500. Il s'agit de ressortissants étrangers (Brésiliens, Uruguayens, Boliviens et autres) ayant déjà fui une première fois un régime répressif, et qui se voyaient de nouveau poursuivis par le gouvernement militaire chilien, leur destination ultime étant un retour forcé à leur pays d'origine (où tout pouvait arriver, y inclus la mise à mort) ou encore l'emprisonnement et l'exécution sur place. Certains refoulements aux frontières de ces ressortissants étrangers sont maintenant documentés. Ceux-ci ont donc cherché secours dans des camps établis par les églises

chiliennes opérant avec la protection des Nations Unies. Cette protection se termine le 31 décembre, après quoi la junte militaire est libre de s'emparer des personnes qui s'y trouvent. Cependant à 4 heures P.M., le 27 décembre, le gouvernement chilien annonçait un sursis d'un mois. La date limite pour que les réfugiés se trouvent un pays d'accueil est maintenant fixée au 3 février. Ce délai ne nous apparaît cependant pas suffisant pour résoudre le problème. Il convient de mentionner que nous avons pu visiter un de ces camps de réfugiés. Nous avons pu constater que les conditions y sont désastreuses. D'abord, le camp est situé en banlieue de Santiago et borné d'un côté par un camp militaire, et de l'autre par un camp de policiers. Au moment de notre visite trois d'entre eux avaient complètement perdu contact avec la réalité, sous le poids d'une pression psychologique trop grande; d'autres me sont apparus sur le point de sombrer dans le même délire. Les locaux, mal adaptés, impropres à recevoir une telle population, rendent la vie particulièrement difficile. Cependant, plus difficile encore, est l'attente d'une acceptation d'un pays hospitalier. Les démêlés avec l'Ambassade du Canada ont été traités dans les journaux.

- 5) Les personnes ayant fui clandestinement le régime ou ayant dû se cacher. Impossible d'évaluer leur nombre, mais il ne fait aucun doute qu'il s'élève à plusieurs milliers.
- 6) Les personnes déplacées. Cette catégorie d'individus comprend surtout les professeurs d'université, les étudiants, les cadres d'entreprises, les employés de la fonction publique et les dirigeants syndicaux. Ces personnes sont congédiées sans raisons ni recours, en dépit du fait que des décrets-lois, soient invoqués par les victimes pour se justifier.
- 7) Les personnes harcelées. Il sera fait allusion plus bas à certaines méthodes de harcèlement que nous avons pu observer et entendu racontées au cours de notre périple. Elles touchent un nombre considérable d'individus.
- 8) Les personnes affectées. En plus des personnes mentionnées dans les catégories précédentes, d'autres sont affectées indirectement. Par exemple, leurs familles subissent des sévices, des harcellements, des torts parfois considérables. On peut mentionner entre autres, le renvoi des enfants des Universités et écoles, téléphones anonymes, perte de revenus, ostracisme social, peurs et inquiétudes, etc... Pour chaque personne mentionnée dans les catégories précédentes, un strict minimum de trois autres sont indirectement (c'est une façon de parler) affectées. Ainsi dans

la seule région et localité de Chuquibaca, mentionnée plus haut, on estime à 20,000 le nombre de personnes ainsi affectées. Le problème est immense à la grandeur du pays.

- 9) Les personnes libres. Ce sont celles qui ne sont pas encore affectées ou qui bénéficient du présent régime militaire. Ces personnes se situent pour la plupart dans la catégorie des classes moyennes et hautes.

c) Autres observations

1. En premier lieu, il faut dire un mot de la résistance au présent régime. D'abord des faits: on continue à tuer des gens au Chili. Le 13 décembre, une chilienne nous a informé que 40 personnes avaient été tuées dans une "poblacion;" ainsi chaque soir, après le couvre-feu on entend encore résonner les mitraillettes. Il nous est apparu que le gouvernement militaire du Chili poursuit ce que l'on pourrait appeler une "guerre" psychologique, dont on pourrait dire qu'elle aurait depuis longtemps cessé, si elle n'avait été nécessaire. Cette "guerre" se traduit de différentes manières: hélicoptères qui survolent des ambassades, des camps de réfugiés, des quartiers; avions à jet qui passent au dessus de Santiago, en rase-motte, le soir après le couvre-feu; tir de mitraillette, dans certains quartiers, vraisemblablement en l'air, pour effrayer les gens et leur enlever le goût de poser des actes anti-gouvernementaux; harcèlement: les personnes sont appelées à se présenter à un bureau du gouvernement à plusieurs reprises, sans jamais savoir pourquoi, l'entrevue étant toujours remise et suivie d'une autre "citation à comparaître"; téléphones anonymes; visites de maisons par des soldats; rumeurs lancées à travers tout le pays: parfois de nature anti-gouvernementale, ce qui permet de justifier les mesures répressives; parfois de nature à augmenter la peur d'une bonne portion de la population. A titre d'illustration, on peut citer l'exemple du "Noël rouge" dont on a beaucoup parlé au cours du mois de décembre à Santiago. La rumeur circulait à l'effet que la junte allait profiter de la période des festivités de Noël pour lancer un coup de filet sur ceux qui sont cachés, car on aurait misé sur l'espoir que d'une part la tentation sera grande de prendre des risques pour rejoindre sa famille, et que d'autre part, l'alcool favorisera un certain nombre d'indiscrétions.
2. Il convient aussi de considérer le commentaire souvent entendu, soit dans les milieux gouvernementaux canadiens (administratifs et diplomatiques), soit dans une population qui s'abreuve de nouvelles "officielles", à l'effet que peu de Chiliens en réalité désirent venir au Canada. On nous répète d'ailleurs avec beaucoup d'à propos,

le fait que 270 Chiliens ont déféré leur venue dans notre pays au printemps prochain. Il serait utile que certains de nos hauts fonctionnaires se livrent à une analyse même sommaire de la situation; ils se verraient alors forcément confrontés avec les quelques données suivantes: 1) Dans bon nombre de cas, cette population fait partie de la classe moyenne et élevée, qui, en dépit du fait qu'elle ne soit pas affectée "politiquement" _____ le coup d'état ayant servi selon toutes apparences ses intérêts _____ sent maintenant qu'"économiquement" la situation a peu de chances de s'améliorer sur celle qui prévalait avant le coup (nous reviendrons plus bas sur la situation économique). Il ne s'agit donc pas de gens qui doivent à tout prix être protégés ou sortir de toute urgence; ils préfèrent alors avoir un visa d'immigration en poche et regarder évoluer la situation; 2) Il faut également souligner qu'en dépit de la bonne volonté des autorités canadiennes qui ont dépêché une équipe de spécialistes (en immigration et sécurité) pour pouvoir accéder les formalités, peu d'entre eux sont capables de s'exprimer en langue espagnole. Il est facile de voir à quelle situation compliquée on en arrive, lorsque l'on doit passer par un interprète, dont on ne sait pas s'il rend bien l'essentiel de sa réponse, pour ne pas parler de la difficulté de comprendre la signification exacte, les nuances, les subtilités, d'un mot comme "militante" par rapport à son correspondant anglais "militant"; 3) Certains observateurs (nous n'avons pas pu le vérifier personnellement) ont également fait remarquer que les entrevues policières ne sont pas pour reconforter ceux qui pour une deuxième fois tentent de fuir un régime policier; 4) Les Chiliens ne sont pas sans connaître l'attitude adoptée par l'Ambassade du Canada le 11 septembre, laquelle a fermé sa porte à un certain nombre d'entre eux. Il est donc compréhensible que leur attitude première en soit une d'appréhension quand ce n'est pas de méfiance. Quant à nous, nous avons cru bon vérifier cette information auprès d'une centaine de chiliens interviewés. Chaque fois c'est avec un grand étonnement qu'on m'a écouté suggérer que les chiliens ne semblent pas s'intéresser au Canada comme pays possible d'immigration.

3. Il a été fait allusion précédemment au fait que la plupart des pays socialistes aient fermé leurs portes aux réfugiés chiliens, à l'exception de Cuba. Il m'est apparu que la situation pouvait s'expliquer en partie de la façon suivante: a) Bien que la plupart de ces pays aient rompu leurs relations diplomatiques avec le nouveau régime chilien, très tôt après le coup d'état, on aurait imaginé que ces pays aient choisi de se servir d'autres pays (comme le Canada, par exemple) comme tremplin pour recevoir des asilés et réfugiés, or tel n'est pas le cas: b) Par ailleurs, pour bien comprendre ce qui se passe il

faut prendre bonne note, si mes informations sont bonnes, que peu de chiliens ont demandé à être reçus par ces pays (encore une fois à l'exception de Cuba); c) Cette situation renforce la constatation relative au fait que les chiliens étaient à la recherche d'un socialisme qui ne soit pas du type soviétique mais proprement chilien; d) Que si leur choix s'est porté vers Cuba c'est pour des raisons d'abord culturelles et une affinité idéologique évidente; e) Les chiliens ont toujours admiré l'expérience chinoise et cubaine et dans une certaine mesure celle des scandinaves parce qu'elles représentaient à leurs yeux des expériences collées à la réalité sociale et culturelle de ces pays; f) Il n'est donc pas étonnant, que tout compte fait, on a préféré s'adresser aux pays scandinaves, d'autant plus que ceux-ci ne les ont pas déçus par leurs prises de positions non-équivoques et courageuses dès les premiers instants.

4. Sur le plan de l'information, il est bon de noter qu'aucun quotidien ou hebdomadaire chilien n'exerce quelque attitude critique vis-à-vis la junte militaire. L'autocensure est extrême et pour cause. Il en va de même avec les autres média d'information et en particulier la télévision. Ces média d'information emploient encore le meilleur de leur espace ou de leur temps: 1) à défendre la junte militaire contre les critiques étrangères (dont celles venant du Canada: par exemple, on a fait grand état dans les journaux du passage de la veuve du Président Allende chez nous); 2) à détruire l'image du Président Allende et de son régime: Pour ce faire on a largement utilisé des photos (que même un non expert en la matière peut dénoncer comme étant truquées) trahissant une prétendue relation amoureuse avec la 'Payita' soit sa secrétaire particulière. 3) à déprécier le marxisme, terme que l'on utilise d'une façon fort confuse. Ainsi la période réservée à l'information à la télévision de Santiago (en particulier le canal 13, propriété de l'Université Catholique) est fourbue d'informations visiblement programmées pour jeter tout le discrédit possible sur l'expérience socialiste chilienne. Pour ce faire, on n'hésite pas à entretenir la plus haute confusion dans l'esprit des téléspectateurs en utilisant toute une série de termes que l'on présente comme synonymes tels: socialisme, communisme, marxisme, terrorisme, etc... A deux reprises, on a interviewé des garçons ayant reçu une lettre d'un compagnon étudiant à l'Université Lumumba à Moscou, lequel se plaint de peccadilles ("les femmes de Moscou dansent mal", "les lames de rasoir russes ne coupent pas" etc..). Ce genre d'information occupe 10 ou 15 minutes

2. Sur le plan social

On a répété et on répète encore ici et à l'étranger que la "situation se normalise au Chili" et que "les Chiliens ne demandent qu'à revenir à la vie normale le plus tôt possible". On se demande quel but

poursuivent ceux qui véhiculent de telles informations; car une observation le moins avertie, permet de déceler un ensemble de signes qui pointent dans une toute autre direction.

Il est certain que les Chiliens ambitionnent un retour à la vie normale dans les plus brefs délais. Cependant ce que l'on oublie de dire, c'est que cette vie normale n'est certes pas celle proposée par la junte. Comment pourrait-il en être ainsi?

- a) Quand tous les chiliens ont parmi leurs proches ou connaissent une personne fusillée, asilée, réfugiée, cachée, harcelée, terrorisée etc...
- b) Quand tout le jeu politique est suspendu;
- c) Quand tout le système d'éducation est transformé; (voir plus bas)
- d) Quand leur vie sociale est profondément modifiée. Le couvre-feu à lui seul énerve même la population épargnée par le régime. A Santiago, le couvre-feu va de 11 P.M. à 5.30 A.M. C'est cependant à partir de 10 P.M. que les citoyens commencent à s'affairer à courir dans les rues pour être certains de ne pas être pris hors de leur foyer après 11 P.M. Chaque nuit toutefois plus de 200 personnes sont arrêtées et conduites en prison. Après un coup d'avertissement dans les airs, on tire sur la voiture qui refusera l'avertissement ou ne l'aura pas compris.
- e) Comment peut-on vivre une vie normale quand les réunions de famille ou sociales ne sont pas permises après le couvre-feu;
- f) Quand les media ne diffusent qu'une information tronquée et orientée;
- g) Quand on doit commencer le repas du soir à 6 heures P.M. dans une société ou on ne l'a toujours fait qu'à partir de 9 P.M. C'est ainsi que les grands restaurants sont fermés, puisqu'une heure après l'ouverture, les clients pensent déjà à rentrer chez eux en toute hâte. (Le facteur économique joue également un rôle).
- h) Quand devant chaque édifice public, il y a deux soldats, mitraillette à la main, le doigt sur la gachette; ou encore que chaque jour on peut apercevoir dans les rues de Santiago, des camions militaires transportant un soldat en position de tir sur le toit de la boîte. En outre, certaines maisons ___ vraisemblablement de personnes influentes de la junte militaire ___ sont entourées de murs de sacs de sable derrière lesquels se retranchent des soldats armés.
- i) Quand chaque personne peut être appelée à comparaître à chaque instant; quand chaque maison peut être visitée, fouillée et saisie par des groupes de militaires (La situation qui prévaut indique qu'il ne s'agit pas que d'une seule possibilité théorique bien au contraire. Le nombre de maisons visitées est très considérable.)
- j) Quand plus personne n'ose se fier à personne, encore moins discuter quoi que ce soit au téléphone, quand on doit même aller jusqu'à changer son nom.

Pour équilibrer ce climat de crainte, de peur sans doute qu'il ne dégénère en panique qui donnerait lieu à des actes irréflectifs, la junte a cru bon saupoudrer la vie des fêtes de quelques manifestations ostensibles de l'esprit d'amour et de charité. Ainsi, jamais, de l'avis des Chiliens, Santiago aura vu autant de décorations de Noël dans son centre-ville, hommage des autorités civiles et militaires.

Ainsi, à chaque carrefour des principales artères on a suspendu des scènes de Noël grandeur nature (rois Mages, chameaux, chorale, crèche, etc...). Autre exemple révélateur: les 10 étrangers que nous étions, du moins de l'hôtel où nous habitions, ont eu droit à un concert de chants de Noël dans le hall d'entrée, donné aux frais des mêmes autorités par une chorale d'environ 20 chanteurs. On peut donc difficilement prétendre en toute honnêteté que la vie revient graduellement à la normale au Chili. On reste même étonné que la vie ne soit pas davantage revenue à la "normale", dans des circonstances aussi féroce-ment répressives.

3. Sur le plan économique

On a déjà fait allusion, au début de ce compte-rendu à la situation économique qui prévalait avant le 11 septembre. Malgré les moyens pris pour étouffer le régime d'Allende (grève des camionneurs et embargo sur certaines denrées), et celles susceptibles d'améliorer la situation après le coup, (aide économique de divers pays, dont les E.U. et la France) on est tout de même forcé de constater qu'un nombre de jour en jour grandissant de difficultés se répercutent au plan économique.

a) Au premier chef, il convient de constater une inflation non plus galopante, mais bien en plein pas de course. Un certain nombre d'exemples suffiront à illustrer la situation.

Denrées	Avant le 11	Aujourd'hui
Pain	E./15.-	E./50.-
Lait	E./10.- (le litre)	E./30.-
Sucre	E./12.- (le kilo)	E./120.-
Huile vég.	E./30.- (le litre)	E./450.-
Café	E./34.50 (le 170 gr)	E./540.-
El Mercurio	E./15.-	E./80.-
Souliers (Enfant)	E./400.-	E./4,000.-

Il est à noter que les prix sont en Escudos (monnaie nationale du Chili), dont l'équivalence au dollar américain est passé de E./80.- à E./796.- Ce qui est grave c'est qu'à cette augmentation du coût de la vie on oppose une stabilité des salaires.

- b) Plus tragique encore, c'est le fait qu'un simple calcul servirait à démontrer que pour "survivre" une famille de 4 ou 5 personnes a besoin de E./20,000.- par mois. Or, la moyenne des salaires des ouvriers, soit de la majorité de la population se situe à E./12,000., quelques-uns touchant jusqu'à E./15,000. alors que d'autres doivent se contenter d'aussi peu que E./8,000.- Il s'agit donc là d'une situation désastreuse.
- c) La junte répète et prend le crédit de l'absence de "queue" devant les magasins, comme c'était le cas au temps du régime Allende. Or il vaudrait peut être la peine de souligner d'abord que les denrées étaient rares en partie pour les raisons présentées plus haut (il serait tout aussi malhonnête de vouloir présenter le gouvernement d'Allende sous un jour plus favorable que la réalité ne l'exige. Certes, bien des fautes ont été commises, et le régime n'avait rien de parfait), mais également parce que maintenant on n'a plus d'argent pour acheter. Sous l'ancien régime, au contraire, celle-ci faisait beaucoup moins défaut.
- d) Les équipes de football de Santiago jouent présentement devant une dizaine de milliers de spectateurs. Or, quand on connaît la passion des latino-américains pour leur sport favori, et la dimension des temples (stades) qu'on lui construit (capacité allant jusqu'à 200,000 personnes), on ne peut qu'y voir un indice de difficultés économiques importantes.
- e) Par ailleurs on s'étonne et on s'interroge sur le sens qu'il faut accorder à la nouvelle de source gouvernementale à l'effet que les nouveaux professeurs d'université (tant ont été expulsés, que la plupart sont nouveaux) recevraient des salaires allant jusqu'à E./200,00 par mois (soit environ \$250.00). On assistera ainsi à la création de toute pièce d'une nouvelle élite qui saura sans doute, par suite des bienfaits reçus du gouvernement, ne pas déroger à la règle imposée, soit de ne pas permettre la réflexion sur les problèmes que pose toute société humaine vivante, dans un milieu où cette réflexion est naturelle et nécessaire. On s'assure d'avance qu'ils sauront, le temps venu, contrôler l'effervescence estudiantine.

B. Dans les Universités

C'est dans ce grand et difficile contexte que se comprend la situation des universités chiliennes. Au lieu de reprendre à notre compte, l'analyse plus spécifique de la situation dans chacune des universités du pays, nous annexons le rapport fait par CLACSO, (dont le siège est à Buenos Aires), sous l'habile direction du professeur Enrique Oteiza, son secrétaire exécutif. Nos observations concordent en tous points avec celles du professeur Oteiza, si ce n'est que nous pourrions ajouter un certain nombre de noms ici ou là, en fonction des changements rapides de la situation, ce qui ne modifie pas sensiblement la situation d'ensemble. (voir, Rapport de CLACSO). Il importe toutefois d'ajouter quelques remarques sur la qualité des relations qui persistent à l'intérieur des universités .

1. D'abord, chacun sait maintenant que la junte au lendemain du coup, a renvoyé tous les recteurs de toutes les universités et a comblé tous les postes par des militaires. On voit déjà l'allure que devra prendre l'enseignement universitaire dans les années qui viennent. Fait intéressant à noter, l'Université Catholique de Santiago, jouit d'une charte pontificale. Or le général Pinochet y a nommé d'office, le Vice-amiral Jorge Sweet Madge. Devant ce fait accompli, l'archevêque du lieu, n'a su mieux faire que d'écrire à Rome pour faire approuver le choix.
2. La délation. Sur la simple dénonciation d'un collègue ambitieux, des professeurs sont remerciés de leurs services, sans égard aux années passées dans l'institution, et ceci sans que leur soit formulée aucune accusation précise, ni qu'il leur soit permis de se soumettre à un jugement équitable. Le renvoi est sans appel. Cette pratique est très répandue.
3. La situation faite aux étudiants n'est guère plus attrayante. Pour ne choisir qu'un seul exemple, mentionnons celui de l'Université de Concepcion, où 6,000 étudiants furent renvoyés. L'Université en comptait 10,000.
4. Le curriculum académique a lui aussi été bouleversé. Il n'existe plus un seul département de sociologie au Chili. Les départements les plus touchés sont les suivants: service social (centre de formation des animateurs sociaux), sciences politiques, anthropologie, journalisme, beaux-arts, c'est-à-dire là où se faisait la réflexion critique sur la société d'hier et d'aujourd'hui. Il faut ajouter que bien d'autres disciplines ont également été affectées: droit, médecine, etc...
5. Le collège des médecins ___ il faut se rappeler que ses membres ont fait la grève contre le régime Allende ___ a dressé des listes au lendemain du coup, cataloguant ses membres en fonction des critères suivants: à fusiller, à dénoncer, à rayer de nos rangs. Nous avons pu converser avec des médecins des deux dernières catégories. Leur crime consiste à n'avoir pas accepté d'abandonner les gens pour lesquels ils travaillaient, soit ceux des "poblaciones" au moment de l'appel à la grève. On pourrait s'étendre longuement sur les sévices subis par certains d'entre eux depuis le renversement. Maintenant bannis des rangs du collège des médecins, certains qui s'étaient acquis une réputation internationale ne peuvent même plus pratiquer, dans un pays qui a besoin de médecins.
6. Le cas des ingénieurs est en plusieurs points semblable au précédent.
7. Tous les manuels scolaires, depuis l'élémentaire ont été changés, pour qu'aucune trace de "conscientisation politique" ne s'y trouve.

Partout le mot d'ordre est lancé. Nous avons entendu à la télévision des consignes qui se traduisaient à peu près de la manière suivante: "A partir d'aujourd'hui, les étudiants vont étudier et les professeurs vont enseigner."

Il est certain en conclusion, que la liberté académique n'existe pas au

Chili; pire encore, il s'y exerce une répression de type depuis longtemps connu et observé en Italie fasciste, dans l'Espagne de Franco et plus récemment au Brésil, pour ne mentionner que les cas les plus saillants.

III- Les professeurs chiliens et le Canada

Il a déjà été fait mention de l'intérêt que nous avons rencontré de la part des professeurs à venir au Canada en dépit de la réputation quelque peu ternie que s'est acquise le Canada au cours des événements de septembre. La ligne d'action suivie par notre pays est considérée dans tous les milieux, y compris la représentation des Nations Unies, comme une des plus dures.

A. Buenos Aires (Argentina)

En Argentine nous avons établi des contacts avec CLACSO principal organisme dans toute l'Amérique latine qui s'occupe des professeurs d'université. Son secrétaire exécutif, le professeur Enrique Oteiza, s'est engagé à maintenir les contacts avec nous, principalement à travers EUM _____ puisqu'il fallait choisir un lieu de coordination _____ lequel contact consistera 1) en information sur la situation courante dans les Universités; et 2) en présentation de C.V. le cas échéant.

B. Santiago (Chile)

1. A travers l'Ambassade du Canada, ainsi qu'à partir de personnes-cléf suggérées par le professeur Oteiza, de même qu'à l'aide de contacts personnels à Santiago, il nous a été possible d'entrer très rapidement en communication avec un nombre, de jour en jour, plus considérable de collègues chiliens. Au cours des derniers jours, nous avons dû établir des entrevues à toutes les demi-heures et nous nous sommes vus forcés d'en refuser d'autres faute de temps. Nous avons donc pu recueillir un nombre imposant de C.V. de collègues cherchant aide auprès de nous. Chaque jour supplémentaire passé à Santiago, aurait pu nous apporter une quantité toujours croissante de demandes.
2. Les entrevues se sont déroulées partout à Santiago et en banlieue, le lieu exact étant laissé à la discrétion des personnes rencontrées, en vue de palier au risque qu'elles croyaient courir. Chaque personne nous a raconté en détail les problèmes auxquels elles avaient à faire face et dont la teneur se retrouve à tous les paragraphes des pages qui précèdent. Beaucoup d'entre elles n'avaient pas encore établi de contacts avec l'Ambassade. Il nous a semblé que la plupart étaient encore sous le coup d'un choc et ne pouvaient pas croire ce qui leur arrivait, que d'ici peu les choses allaient se rétablir et par conséquent n'ont pas immédiatement cherché à refaire leur vie dans un autre secteur d'activités, encore moins dans un autre pays.

3. Chaque collègue fut donc invité à entreprendre les démarches d'immigration auprès de l'Ambassade du Canada et à me remettre un C.V. aussi complet que possible.
4. Enfin, il convient de souligner que l'Ambassade du Canada est venu nous rencontrer à l'arrivée et nous a fait accompagner à l'aéroport au moment de notre départ.

IV- Recommandations

Il est difficile de porter un jugement global sur la situation, les données étant trop fragmentaires. Il nous est cependant apparu utile d'observer les faits tels qu'ils se présentent et d'en dégager quelques filons conducteurs. Il s'en dégage une double impression qui a trait à l'ampleur du problème et à sa profondeur (l'intensité des mesures répressives), et une conclusion, soit que la junte militaire n'a pas encore la situation sous contrôle total. Sur la base de ces observations, il nous reste maintenant à faire quelques recommandations.

- A. Notre première recommandation va dans le sens d'une ligne de conduite. Il nous semble en effet que les Chiliens devraient demeurer autant que possible au Chili; en cas contraire il serait souhaitable qu'ils cherchent asile dans un autre pays d'Amérique latine, là où ils seront le plus utiles, tout en subissant un dépaysement moindre; mais lorsque ces deux solutions sont rendues impossibles, le Canada ___ entre autres pays ___ devrait ouvrir grandes ses portes. C'est donc dire que nous, en tant qu'associations universitaires devrions faire tout en notre pouvoir et tout en notre devoir pour exercer les pressions nécessaires afin que nos collègues soient traités de la façon la plus humanitaire non seulement par le Chili, mais également par notre pays à travers notre Ambassade, et dans nos politiques.
- B. La situation décrite ci-haut, fait allusion à l'étendue et à la gravité de la répression. Il convient donc que nos organisations universitaires fassent diligence. Nous suggérons:
 1. Que les C.V. soient diffusés le plus rapidement possible dans les milieux universitaires à travers le pays.
 2. Que concurremment, une action soit entreprise à un haut niveau, soit auprès des hautes autorités de toutes les universités canadiennes ___ par des représentants de nos associations ___ afin de solliciter l'ouverture de postes, à l'occasion de cette situation d'urgence.
 3. Que cet exécutif ainsi réuni s'adresse au gouvernement canadien pour qu'il mette à la disposition des universités certaines sommes permettant d'aider le mouvement d'accueil universitaire.

4. Que cet exécutif presse le gouvernement canadien pour qu'il consente à la mise sur pied d'un système de bourses aux étudiants latino-américains gradués, donnant temporairement préférence aux étudiants chiliens. Par le fait même le Canada apportera un correctif à la situation qui prévaut dans notre pays depuis trop longtemps, en ce qui a trait à l'absence quasi-totale d'aide aux étudiants latino-américains.

- C. Nous suggérons que nos associations dépassent légèrement le cadre de leur intérêt premier ___ soit celui des professeurs universitaires ___ pour s'occuper, au cours de cette période d'urgence, d'autres professionnels, tels les médecins, ingénieurs, et autres (nous reconnaissons, cependant que l'aide que nous pouvons apporter aux avocats est beaucoup plus problématique) à tout le moins en travaillant de concert avec, et en exerçant les pressions nécessaires sur leurs corporations respectives pour qu'ils soient bien accueillis.

- D. Comme professeurs et étudiants font partie d'une même équipe, nous croyons que nos associations ne devraient pas se désintéresser du sort qui est fait à ces derniers. Il faudra travailler avec les associations étudiantes de notre pays pour apporter toute l'aide nécessaire.

- E. Il est cependant particulièrement important de souligner dans ce compte-rendu que la catégorie de chiliens avec lesquelles nous avons à travailler, soit professionnels et étudiants, sont ceux qui par leur formation académique, administrative et autres, sont encore le plus en mesure de trouver les moyens de chercher activement l'aide et utiliser les ressources dont ils ont besoin. Il faut le dire et tenter de remédier au sort qui est fait aux plus démunis d'entre tous, aux ouvriers et habitants des "poblaciones". Eux n'ont pas de voix.

- F. Devant l'hésitation de l'appareil gouvernemental ___ il est difficile de savoir à quel niveau se situe la pierre d'achoppement ___ nous suggérons que nos associations entreprennent de se joindre à d'autres groupes préoccupés par ce qui se passe au Chili, afin de former un comité national, capable de représenter et de catalyser les efforts variés et d'exercer, en temps opportun, les pressions ou d'amorcer les discussions avec nos représentants gouvernementaux.

- G. Enfin il me semble qu'il faudrait accorder la plus grande diffusion à ce compte-rendu, en dépit de ses multiples faiblesses, afin de faire connaître la véritable situation qui prévaut présentement au Chili.

REPORT
ON A
TRIP TO CHILE
DECEMBER 1973

*Prepared
by*

Professor Lionel Vallée
Université de Montréal

FOR

*Association of Universities and Colleges of Canada
Canadian Association of Latin American Studies
Canadian Association of University Teachers
Humanities Research Council of Canada
Social Science Research Council of Canada
World University Service of Canada*

January 1974

The Canada Council has supported
the publication of this Report.

The views expressed in this Report
are those of the author and do not
necessarily reflect the views of
the sponsoring organizations.

Published by the Social Science Research Council of Canada
151 Slater Street, Suite 415, Ottawa, Ontario, K1P 5H3

PLAN OF THE REPORT

I. The Trip

- A. Purpose
- B. Duration
- C. Financing
- D. Sources

II. The Situation

A. In the country

1. Political conditions

- a) Observations about the situation before the coup d'état
- b) Observations about the situation after the coup
- c) Other observations

2. Social conditions

3. Economic conditions

B. In the universities

III. Canada and the Chilean professors

A. Buenos Aires, Argentina

B. Santiago, Chile

IV. Recommendations

V. Appendices

- A. Résumé of decrees and laws
- B. Report of CLACSO

I. The trip

A. Purpose

In view of the violent attacks on freedom - particularly academic freedom - in Chile, the associations named above felt a moral responsibility towards their Chilean colleagues suffering persecution in that country, and resolved to send their representative there "to determine the interests of those persons in the academic community who will be coming to Canada, in order that our organizations can assist them in settling in this country".

B. Duration

The trip was made between November 30 and December 23, 1973. The first two days were spent in Buenos Aires, Argentina, assessing the situation and establishing preliminary contacts with academic organizations already operating in that country, such as CLACSO (Consejo Latino Americano do Ciencias Sociales).

C. Financing

The sponsoring organizations agreed to finance the trip according to their financial capacities and resources, but the bulk of our support - for which we should express our sincere gratitude through Mr. Frank Milligan - came to us from the Canada Council.

We should add that the Canadian Embassy, and in particular Mr. Marc Dolgin and Mr. M. Puddester, provided us with all the assistance we needed to carry out our mission.

D. Sources

The various parts of this report are based on material from a variety of sources. We should first mention the official bodies with which we were in contact: the Canadian Embassy; the UN office in Santiago, particularly the office of the High Commissioner for Refugees; FLACSO (the only school of sociology that has not been "officially" struck off the academic rolls in Chile, though for all practical purposes it is unable to function because it is not in a position to guarantee the safety of its teachers and students); CLACSO in Buenos Aires; and a number of Chilean dailies and periodicals (El Mercurio, La Segunda, La Tribuna, Ercilla). Second, a number of documents were made available to us without our asking for them; some were from official and government sources, such as the Libro Blanco del Cambio de gobierno en Chile published by the military junta, or the CLACSO bulletins on the situation in the universities in Chile. We also received - again, without asking for them - secret documents describing conditions in individual universities or even in particular villages or factories. Third, we made use of our personal contacts with over a hundred

colleagues, who quickly brought us up to date on the situation prevailing in the universities, as well as in their private lives and in the communities in which they live. The group of people we met, though made up largely of representatives of academic circles, also included workers, students, teachers and a former UP member of Congress. Finally, needless to say we did everything we could to make our observations as complete as possible in the circumstances.

We should add that in our travels we made contact with people from Ecuador, Brazil and Canada as well as Chileans; refugees, people seeking asylum, people on the run and people at liberty.

In short, we feel that we were able to make a general survey that was both complete and objective.

II. The situation

A. In the country

Analysis of the present situation in Chile was not included in our terms of reference, but we feel it is necessary to give the general outline to assist an understanding of what is going on in the universities. We record these observations for what they are worth, since few people are currently able to make an intelligent analysis because of the lack of data. The best we can do is to offer some personal experiences and some brief reflections upon them.

1. Political conditions

a) Observations about the situation before the coup d'état: First, it is public knowledge that in the few months before the coup, some foodstuffs (such as rice) were becoming increasingly scarce. According to a number of sources, which were crosschecked, the military apparently intercepted cargoes of foodstuffs coming by sea from Valparaiso; this was in preparation for the September 11 coup. Combined with the strike by the truckers, this was bound to make the domestic situation impossible. On the day after the coup, the junta was able to announce the arrival of cargoes of food from abroad.

Second, it seems that on September 9 and 10, a number of recalcitrant or reluctant military men were shot. We heard two figures - 900 and 3,000 - for the number killed, and the second seems to us exaggerated.

b) Observations about the situation after the coup: First, it would be useful to establish categories of people who were active in Chile after the coup, or still are.

1) Those killed. No one can say exactly how many have been killed so far. Amnesty International, whose records are undoubtedly up to date, state that 13,000 people have been killed. The military junta talks about 2,500 people. Simple extrapolation based on the interviews we had indicate that the figure is definitely 20,000 and perhaps even more. For example,

one report mentions a ship loaded with 1,200 prisoners that went to sea in the first few days after the coup, and came back without its passengers.

2) Those in prison. It is also difficult to assess the numbers in this category. The best-known places like Dawson Island (see the list of prisoners, appendic C), the prison ship and so on are overflowing with prisoners. The lesser-known places, that is, the common jails existing before the coup, the makeshift detention camps (like the former village of Chiquibaca - an assumed name - in northern Chile near Antofagasta, which was converted to hold 12,000 people), have all received their allotments. While some of those arrested have since been released, many are still confined.

3) Those who have sought asylum. This category is more familiar. The total is several thousand; Cuba seems to have taken the largest number - 2,500 - with West Germany taking 480, Sweden 560, France 600, Panama 260, Honduras 250 and Canada among the least hospitable with some 71 people. Canada is followed, paradoxically, by the communist bloc countries: the USSR, Czechoslovakia, Poland, Albania and China, which have broken off diplomatic relations with Chile and have offered asylum to no one (we shall return to this subject). During my stay Canada offered asylum to a further 55 people, who are now "camped" in the Embassy quarters on Ahumada street. On December 10, 45 of them responded to the offer. It seems that the other five feared a trap. The next day, the last day for seeking political asylum (three months after the coup), ten others were invited to join the first contingent.

4) Refugees. There are still about 1,500. These are foreign nationals (Brazilians, Uruguayans, Bolivians and others) who have already fled from a repressive régime once, and found themselves being pursued once again by the Chilean military government, their ultimate fate being a forced return to their country of origin (where anything might happen, including death) or imprisonment and death in Chile. Instances of their being turned back at the frontiers have been documented. They have accordingly sought assistance in camps set up by the Chilean churches operating under United Nations protection. This protection ends on December 31, after which the junta is free to seize anyone found there. At 4 pm. on December 27, however, the Chilean government announced a one-month extension. The time limit for the refugees to find a country that will accept them has been set for February 3. This does not seem to us to be sufficient time to solve the problem. We should mention that we were able to visit one of these refugee camps, and we found that conditions were appalling. First, the camp is located in a suburb of Santiago and abuts on one side a military camp and on the other a police camp. When we made our visit, three of the inmates had lost all contact with reality, under the weight of psychological pressure that was too much for them; others seemed to me to be on the point of falling into the same state. Their quarters, which are unsuited to accommodating such numbers, make life particularly difficult. Even more difficult to bear, however, is waiting to be accepted by a friendly country. The unpleasantness of dealings with the Canadian Embassy has been reported in the newspapers.

5) Those who have secretly fled the régime or have had to go into hiding. It is impossible to assess their numbers, but there is no doubt that there are several thousand.

6) Displaced persons. This category includes mainly university professors, students, managerial staff in the private sector, civil servants and union leaders. These people are dismissed without reason and without recourse, despite the fact that there are official decrees that they invoke in their defence.

7) Those being harassed. Reference will be made below to certain methods of harassment we observed and heard reports of during our trip. A substantial number of people are affected.

8) Those otherwise affected. In addition to people in the categories mentioned, others are affected indirectly. For example, their families are mistreated, harassed and subjected in some cases to grave injustices. We might mention such things as expulsion of the children from schools and universities, anonymous telephone calls, loss of income, social ostracism, fear and anxiety, and so on. For each person included in the categories mentioned, at the very least three others are indirectly (if that is the word) affected. Thus in Chuquibaca and the surrounding region alone, it is estimated that 20,000 people are affected in this way. The problem is a very serious one throughout the country.

9) Those at liberty. That is, those who are not yet affected, or who benefit under the present military régime. Most are members of the middle and upper classes.

c) Other observations

1. We should first say something about resistance to the present régime. Some facts to begin with: people are still being killed in Chile. On December 13 a Chilean woman told us that 40 people had been killed in a "poblacion"; every evening after curfew one still hears sounds of submachine-gun fire. It seemed to us that the military government of Chile is carrying on what might be called psychological warfare, and one might say that it would long since have ceased if there had not been a need for it. The "warfare" manifests itself in a variety of ways: helicopters flying over embassies, refugee camps and residential areas; jets swooping low over Santiago in the evening after curfew; submachine-guns being fired - probably into the air - in some neighbourhoods to frighten people and discourage any inclination to engage in anti-government activities; harassment: people receive repeated summonses to report to a government office without ever knowing the reason, since the interview is always postponed and another summons to appear issued; anonymous telephone calls; soldiers coming to the door; rumours started all over Chile: sometimes these are anti-government, thus providing grounds for repressive measures, and sometimes they lead to widespread public apprehension. To illustrate, we could cite the example of the "Red Christmas" that was much talked about in Santiago during December. A rumour went round to the effect that the junta was going to take advantage of the Christmas festivities to throw out a dragnet to round up the people in hiding; the authorities were reportedly hoping that there would be a strong temptation to take risks in order to attend family gatherings, and secondly that the effects of alcohol would encourage some indiscretion.

2. Some thought should be given to a frequently-heard comment in Canadian government circles (administrative and diplomatic) and among those to whom "official" information is food and drink to the effect that few Chileans really want to come to Canada. We also hear time and again the very apt remark that 270 Chileans have postponed their arrival in our country until next spring. It would be useful for some of our senior officials to make even a summary analysis of the situation; they would then have to come to terms with the following facts: 1) In many cases, the people in question are members of the middle and upper classes who, in spite of the fact that they are not affected "politically" - since the coup has to all appearances served their interests - now feel that the economic situation is unlikely to improve over what prevailed before the coup (we shall deal with the economic situation in due course). Thus we are not dealing with people who must be protected at all costs or got out of the country as a matter of urgency; they prefer to have an immigration visa in their pocket and then see how the situation develops. 2) It should also be pointed out that despite the goodwill of the Canadian authorities, who sent a team of immigration and security experts so that they could speed up the formalities, few of them are able to speak Spanish. It is easy to imagine how complicated the situation becomes when people have to go through an interpreter, without knowing whether he is getting the gist of their answers across correctly, to say nothing of the difficulty of grasping the exact meaning of subtle nuances, such as the word "militante" and its English equivalent "militant". 3) Some observers (we were unable to verify this personally) have also pointed out that interviews with the police do little to reassure those who are making a second attempt to flee a police state. 4) Chileans are not unaware of the attitude adopted by the Canadian Embassy on September 11, when it closed its doors to some of them. It is therefore understandable that their initial attitude is one of apprehension, if not of distrust. We felt we should verify this information with the hundred or so Chileans we interviewed. In every case there was great surprise when I suggested that Chileans did not seem interested in Canada as a country to which they might emigrate.

3. Reference has already been made to the fact that most of the socialist countries closed their doors to Chilean refugees, except for Cuba. It seemed to me that this situation could be explained in part as follows: a) Although most such countries broke off diplomatic relations with the new régime in Chile very soon after the coup, one would have imagined that they chose to use other countries (such as Canada) as a go-between in order to admit refugees and those seeking asylum, but this is not the case. b) In order to understand properly what is going on, it is essential to remember that - if my information is correct - few Chileans asked to be admitted to these countries (once again, except for Cuba). c) This situation reinforces the conclusion that the Chileans were seeking a socialism that did not follow the Soviet example but was peculiarly Chilean. d) If they chose Cuba, it was primarily for reasons of culture and an obvious ideological affinity. e) Chileans have always admired the Chinese and Cuban approaches, and to some extent that of the Scandinavian countries, because all of them seemed in their eyes to be geared to social and cultural conditions in those countries. f) It is therefore not

surprising, in the final analysis, that there was a preference to seek admission to the Scandinavian countries, particularly as the latter did not disappoint them in the unequivocal and courageous positions they adopted from the beginning.

4. With regard to information, we should note that no Chilean daily or weekly displays any critical attitude towards the junta. Self-censorship is extreme, and with good reason. The same is true of the other information media, particularly television. The media are still devoting the major part of their space and their energies to; 1) defending the junta against foreign criticism (including that from Canada - for example, much was made of President Allende's widow's visit here); 2) destroying the image of President Allende and his régime (in order to do this much use has been made of photographs - which even a layman can see have been faked - revealing a supposed amorous relationship with "Payita", his private secretary; and 3) disparaging marxism, a word that is used in a very confused way. Thus, the time reserved for news on television in Santiago (especially channel 13, owned by the Catholic University) is full of material that is obviously calculated to discredit as much as possible Chile's socialist experiment. To achieve this end, they do not hesitate to maintain maximum confusion in the mind of the audience by using a whole series of terms that are presented as synonyms, such as socialism, communism, marxism, terrorism, and so on. On two occasions young men were interviewed who had received a letter from a companion studying at Lumumba University in Moscow; he complained about minor things ("Moscow women are bad dancers"; "Russian razor blades do not cut"). Ten or fifteen minutes is devoted to this kind of thing.

2. Social conditions

It has been said more than once, and it is still being said here and abroad, that "the situation in Chile is returning to normal", and that "Chileans ask only for a return to normality as soon as possible". One wonders what aim is being pursued by those who give currency to such information. The least informed observer will detect a whole series of things that point in quite a different direction.

There is no doubt that Chileans are anxious for a return to normal as soon as possible. However, what some people neglect to say is that the normal life they seek is definitely not the one proposed by the junta. How could it be:

a) when every Chilean has a relative or acquaintance who has been shot, is seeking asylum, is a refugee, is in hiding, or is a victim of terror or harassment, and so on?

b) when all political activity has been suspended?

c) when the entire educational system is being transformed?

(see below)

d) when social life is profoundly altered? (The curfew alone is a source of irritation even to those spared by the régime. In Santiago it is in force from 11 pm to 5.30 am, but even at 10 pm people start getting ready and hurrying through the streets to be sure of not getting caught outside their homes after 11 pm. Every night, however, more than 200 people are arrested and taken to prison. After a warning shot into the air, any car that does not heed - or does not understand - the warning is fired upon.)

e) when family or social gatherings are not allowed after curfew?

f) when the media provide only expurgated and slanted news?

g) when the evening meal has to start at 6 pm in a society in which it never started before 9 pm? (This is why the major restaurants are closed; an hour after they open, the customers are already thinking about hurrying home. The economic situation is also a factor here.)

h) when every public building has two soldiers standing in front of it, fingers on the triggers of their submachine-guns? (Every day in the streets of Santiago one sees army trucks with a soldier on the roof of the cab with his weapon at the ready. In addition, some houses - probably belonging to influential members of the military junta - are surrounded with walls of sandbags protecting armed soldiers on guard.)

i) when any person can be summoned to appear at any time, and every house is subject to entry, search and seizure by squads of soldiers? (The current situation indicates that this is not merely a theoretical possibility. The number of houses entered is very substantial.)

j) when no one dares any longer to trust anyone else, still less to discuss anything over the telephone, and people even go so far as to change their name?

In order to counteract this climate of fear, doubtless out of concern that it might degenerate into panic and thus lead to rash actions, the junta saw fit to sweeten the festive season with a few demonstrations ostensibly of a spirit of love and charity. Thus, according to the Chileans, Santiago has never seen so many Christmas decorations in its downtown area, compliments of the civil and military authorities. At every major intersection hung life-size Christmas scenes (magi, camels, choirs, stables and so on). Another revealing incident; the ten foreigners in our group, or rather in our hotel, were treated to a concert of Christmas carols in the lobby given by a choir of about twenty, compliments of the same authorities. It is difficult to claim in all honesty that life is gradually returning to normal in Chile. Indeed one is surprised that life has not moved closer to the "normal" sought by the junta, in circumstances of such fierce repression.

3. Economic conditions

Reference was made at the beginning of this report to economic conditions before the coup.

Despite the measures taken to cripple the Allende régime (the truckers' strike and the embargo on some foodstuffs), and those designed to improve the situation after the coup (economic aid from various countries, including the US and France), one is nevertheless bound to note that a daily increasing number of interrelated problems are arising in the economic sphere.

a) The first factor is inflation which, while no longer galloping, is nevertheless in a brisk canter. Some examples will serve to illustrate.

Item	Before the coup	Today
Bread	E /15.	E /50
Milk	E /10. (a litre)	E /30
Sugar	E /12 (a kilo)	E /120
Vegetable oil	E /30 (a litre)	E /450
Coffee	E /34.50 (for 170 g)	E /540
El Mercurio	E /15	E /80
Children's shoes	E /400	E /4,000

Note that prices are in escudos, the national currency of Chile, the rate of which against the American dollar has gone from E /80. to E /796. A serious thought is that this increase in the cost of living has been accompanied by a period of wage stability.

b) Even more tragic is the fact that simple arithmetic will show that in order to survive, a family of four or five needs E /20,000. a month. The average salary of manual workers - which means most workers - is E /12,000, with some making as much as E /15,000 and some having to get by on E /8,000. The situation is thus critical.

c) The junta is given to pointing out the absence of line-ups outside the stores, common during the Allende régime, and takes credit for it. It might be worth noting first that food was scarce in part for the reasons described above (it would be equally dishonest to seek to show the Allende government in a more favourable light than reality dictates; there is no denying that mistakes were made, and the régime was in no sense a perfect one), but also because today the people have no more money to spend. Under the former régime, on the other hand, there was much less shortage.

d) Santiago's soccer teams are now playing before crowds of about ten thousand. Bearing in mind the Latin Americans' passion for their favourite sport, and the capacity of the stadiums that are built for it (up to 200,000), this can only be an indication of serious economic difficulties.

e) People are also surprised and wondering what interpretation to give to news from a government source to the effect that new university professors (so many have been dismissed that most of them are new) would receive salaries of up to E /200,00 a month (or about \$250). This will lead to the creation from the ground up of a new elite, which will no doubt manage, in view of the benefits it receives from the government, not to depart from the official line, that is, not to allow reflection on the problems posed by all living human societies, in an environment where such reflection is a natural and necessary thing. Steps are being taken in advance to ensure that when the time comes, they will be able to control the volatility of their students.

B. In the universities

It is in this broad and difficult context that the situation in Chile's universities must be understood. Rather than arrogate to ourselves his more specific analysis of the situation in each of the country's universities, we are attaching the report drawn up by CLACSO (which is based in Buenos Aires) under the able direction of its executive secretary, Professor Enrique Oteiza. Our observations agree in all respects with those of Professor Oteiza, except that we could add a few names here and there as dictated by the rapid changes in the situation, which do not substantially alter the overall picture (see the CLACSO report). It is important, however, to add a few remarks about the quality of the relations that still exist within the universities.

1. First, it is now common knowledge that the day after the coup, the junta dismissed the rectors of all the universities, and replaced them with military personnel. There are already indications of the direction in which university education will be moving in the years to come. One interesting fact is that at the Catholic University of Santiago, which has a pontifical charter, General Pinochet officially appointed Vice-Admiral Jorge Sweet Madge. Confronted by this fait accompli, the local archbishop could do nothing more than write to Rome to seek approval of the new appointment.

2. Delation: Professors are dismissed merely upon denunciation by an ambitious colleague, without regard for their years of service, without being presented with any formal accusation, and without being allowed to submit to a fair hearing. There is no appeal against dismissal. This practice is very widespread.

3. The situation is hardly more attractive for the students. To give but one example, 6,000 students were expelled from Concepcion University, which had an enrolment of 10,000.

4. The academic curriculum has also been transformed. There is no longer a single department of sociology in Chile. The departments most severely affected are: social service (training centre for social activators), political science, anthropology, journalism, fine arts - in other words, the centres of critical reflection on the society of yesterday and today. We should add that many other disciplines - law, medicine and so on - have also been affected.

5. The college of physicians - it should be recalled that its members struck against the Allende régime - prepared lists the day after the coup in which its members were categorized as follows: to be shot, to be denounced, to be struck off. We were able to talk with doctors in the last two categories. Their crime consisted in not having agreed to abandon the people they were working for - those in the "poblaciones" - when the strike call went out. Much could be said of the mistreatment some of them have suffered since the overthrow. Now banished from the rolls of the college of physicians, some who had acquired an international reputation are not able to practise at all, in a country that is short of doctors.

6. The case of the engineers is in many respects a similar one.

7. All textbooks from elementary level up have been changed, to eliminate all traces of "political consciousness raising".

The watchword has been given to everyone. We heard instructions on television that could be paraphrased: "Starting today, students will study and teachers will teach".

To conclude, it is certain that academic freedom does not exist in Chile; worse, the country is witnessing a long-familiar type of repression that has been observed in Fascist Italy, in Franco's Spain and more recently in Brazil, to mention only the more striking examples.

III. Canada and the Chilean professors

Mention has already been made of the interest we encountered among professors in coming to Canada, despite the somewhat tarnished reputation this country acquired during the events of September. The approach taken by us is considered in all quarters, including the United Nations representation, to be one of the hardest lines.

A. Buenos Aires, Argentina

In Argentina we established contacts with CLACSO, the principal agency in all of Latin America dealing with university professors. Its executive secretary, Professor Enrique Oteiza, agreed to maintain contact with us mainly through EUM - since a means of co-ordination had to be found - which will consist of 1) information on current conditions in the universities and 2) the forwarding of curricula vitae if required.

B. Santiago, Chile

1. Through the Canadian Embassy, through key people whose names were given to us by Professor Oteiza, and through personal contacts in Santiago, we were able to establish communication very quickly with a daily increasing number of Chilean colleagues. In the last days of our trip, we had to schedule interviews every half-hour, and we still had to turn some down for lack of time. We were thus able to gather an impressive number of CVs from colleagues seeking our assistance. Every additional day spent in Santiago could have brought us a steadily growing number of requests.

2. Interviews were held throughout Santiago and its suburbs, the exact location being left to the interviewee's discretion in order to minimize the risk they felt they were running. Each recounted in detail the problems they faced, the nature of which comes through in every paragraph of the foregoing pages. Many of them had not yet made contact with the Embassy. It seemed to us that most of them were still in a state of shock and unable to believe what was happening to them (thinking) that things would soon straighten out, and accordingly they did not immediately seek to rebuild their lives in another field of activity, still less in another country.

3. Every colleague was therefore invited to begin immigration procedures with the Canadian Embassy, and to give me as full a CV as possible.

4. Finally, we should note that (people from) the Canadian Embassy came to meet us on arrival and escorted us to the airport when we left.

IV. Recommendations

It is difficult to make an overall judgment on the situation because of the fragmentary nature of the data. We felt it useful, however, to observe the facts as they appeared to us, and to try and deduce some indications from them. There emerges a twofold impression having to do with the breadth of the problem and its depth (the intensity of the repressive measures), and a conclusion: that the junta does not yet have the situation completely under control. On the basis of these observations, it now remains for us to make a few recommendations.

A. Our first recommendation has to do with a general approach. We feel that in so far as possible, Chileans should stay in Chile; if it is not possible, it would be advisable for them to seek asylum in another Latin American country, where they would be most valuable and where feelings of strangeness would be least marked; where neither of these solutions is possible, Canada - and other countries - should open the doors wide. This means that we, as academic associations, should do everything we are able and duty-bound to do in order to exert the necessary pressure to have our colleagues treated in the most humanitarian fashion possible not only by Chile, but also by our own country, through our Embassy, and in our policies.

B. The situation described above indicates the extent and gravity of repression. Our academic associations should accordingly act expeditiously. We suggest:

1. That the CVs be distributed as quickly as possible in academic circles throughout Canada.

2. That at the same time, action be taken at a high level, meaning that of the senior authorities in every Canadian university - by representatives of our associations - to see that positions are made available to cope with this emergency situation.

3. That the executive so formed request from the Canadian government the placing at the universities' disposal of certain sums to assist the academic relief movement.

4. That this executive seek to persuade the Canadian government to agree to the establishment of a system of fellowships for Latin American graduate students, giving preference temporarily to those from Chile. In so doing, Canada will be correcting a situation that has all too long existed in this country, with regard to the almost total absence of assistance to Latin American students.

C. We suggest that our associations go somewhat beyond the bounds of their primary interests - those of university professors - and take steps during this period of emergency to assist other professionals, such as doctors, engineers and so on (though we recognize that the assistance we could give lawyers is much more problematical), at the very least by exerting the necessary pressure on the respective professional bodies and working with them to ensure that such people are well received.

D. Since professors and students are really on the same team, we believe that our associations should not remain aloof from what is happening to the students. It will be necessary to work with student associations in this country to provide the assistance that is required.

E. However, it is particularly important in this report to emphasize the fact that the class of Chileans with whom we are dealing, whether professionals or students, are still the best equipped, by virtue of their academic, administrative and other training, to find the means of actively seeking the aid and using the resources they require. An effort must be made to relieve the plight of the most deprived of all, the manual workers and those who live in the "poblaciones". They have no voice.

F. In view of the hesitancy in the government apparatus - it is difficult to determine at what level the obstacle lies - we suggest that our associations undertake to join forces with other groups concerned about what is going on in Chile, with a view to forming a national committee capable of representing and co-ordinating the various efforts

being made, and of exerting pressure at the right time or initiating discussions with our government representatives.

G. Finally, it seems to me that this report should be given the widest possible circulation, despite its many shortcomings, in order to make known the true nature of the current situation in Chile.